



Dépêche n° 638780

Développement durable - RSE et Gouvernance

Par: Sabrina Dourlens - Publiée le 29/10/2020 à 19h28

[Lien dépêche](#)

🕒 4 min de lecture

A usage unique de : **Sabrina DOURLENS**

L'intégration du changement climatique dans les décisions des acteurs financiers "progresses lentement" (Climate chance)

Manque de données pertinentes, émergence de la finance de transition, ambition d'alignement sur l'accord de Paris et orientation des finances publiques pour surmonter la crise : l'édition 2020 du Bilan mondial de la finance climat publié par Climate chance le 28 octobre 2020, en partenariat avec Finance for Tomorrow, dresse les tendances de l'action climat des acteurs financiers. Il rend compte de la prise de conscience croissante de leur rôle majeur dans la transition bas carbone de l'économie réelle, et de la progression lente de l'intégration dans la stratégie et les décisions.

"L'intégration du changement climatique dans les décisions des acteurs financiers progresse lentement. Mais la réglementation et la supervision financière accélèrent ce mouvement." C'est l'un des constats dressés par la 3e édition du [Bilan mondial de la finance climat](#) de Climate chance, publié à l'occasion de la semaine organisée du 23 au 30 octobre par Finance for Tomorrow autour du Climate finance day. Il propose une analyse et un suivi de l'action climat des banques, des assureurs et des investisseurs, et présente les dynamiques du marché avec l'évolution et l'offre des produits financiers verts.

La TCFD, encore sous-utilisée

En février 2020, la TCFD annonçait que plus de 1 000 organisations diverses à travers le monde soutenaient ses recommandations, dont près de 500 acteurs financiers. "Si l'on voit l'intérêt marqué du secteur financier à réduire les risques financiers liés au climat, force est de constater que l'adoption des recommandations de la TCFD, qui s'adresse d'abord aux entreprises, est un cadre de référence détaillé, complexe et coûteux à appliquer dans sa totalité qui reste hors de portée de l'essentiel du tissu économique mondial et surtout utilisé par de grandes compagnies multinationales", avance Climate chance.

D'après un rapport récent de BCS consulting, seules 39 banques ont commencé à publier des rapports selon les recommandations de la TCFD. Il s'agit de banques de grande taille qui représentent 24 % du secteur bancaire mondial,

85 % en Europe, 31 % en Asie et 49 % aux États-Unis.

Manque de données pertinentes

De fait, les acteurs financiers continuent de déplorer un manque de données faciles d'accès, de compréhension et d'exploitation pour éclairer leurs décisions. "Malgré les efforts de transparence sur les risques et opportunités liés au climat, les acteurs financiers estiment que les entreprises ne leur fournissent pas encore les informations utiles qui leur permettraient de fonder leurs décisions financières", rapporte Climat chance.

Parallèlement, les performances liées au climat, à l'environnement ou plus largement à la durabilité des produits et services financiers affichant cette ambition, "restent difficiles à apprécier et à comparer". "La solution se trouve dans la généralisation et l'harmonisation de la transparence obligatoire que peuvent imposer les régulateurs. L'Europe est en passe de le faire", notent les auteurs du bilan.

Émergence de la finance de transition

Selon Climate chance, de nombreux outils et méthodes sont désormais en place ou en cours pour verdifier la finance. "Ce grand mouvement se traduit insuffisamment en volume de financement, parce qu'il est impossible de passer rapidement à un financement d'un monde neutre en carbone", analyse l'organisation.

Jusqu'à présent, l'attention s'est portée sur les actifs risqués dans la transition, que les premiers travaux réalisés en 2018 par quelques superviseurs européens ont estimé à 10 % environ des bilans bancaires. L'accent a aussi été mis sur les actifs verts, qui représenteraient au mieux 20 % des portefeuilles de acteurs les plus impliqués et en moyenne 5 % de ceux des assureurs européens.

Le concept de finance de transition a émergé récemment, qu'on retrouve dans le projet de taxonomie européenne. Il vise à qualifier le financement des entreprises qui réduisent progressivement leurs émissions de carbone. "Restent à définir des critères qui écarteront complètement les risques de greenwashing", pointe Climate chance. La taxonomie européenne tente également de le prendre en compte à travers l'introduction de critères sociaux minimums à atteindre pour qu'une activité puisse être considérée comme durable. Le concept de "transition juste" trouve "un début de réponse opérationnelle dans des outils de dette à impact tels que les prêts et obligations vertes", relèvent les auteurs.

Accord de Paris et coronavirus

Depuis deux ans, l'ambition d'alignement sur l'accord de Paris et de parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050 fait son chemin dans le secteur financier privé avec la recherche de méthodes adaptées. "Il se déploie aussi parmi des entreprises, spontanément ou sous la pression d'investisseurs qui en font une exigence de plus en plus précise. La publication de scénarios sectoriels incontestés et de stratégies nationales de transition partout dans le monde faciliterait grandement ces stratégies d'alignement", remarque Climate chance.

Enfin, un dernier enjeu résulte de la pandémie de coronavirus et des financements publics massifs déployés pour relancer les économies. Il implique que des considérations environnementales et sociales soient appliquées pour choisir les priorités à financer et en mesurer les impacts. "Si jusqu'à présent les mesures d'urgence paraissent plus conservatrices que transformatrices, il importe que les plans de relance en cours de définition et de déploiement ne soient pas une occasion manquée pour une économie plus durable et bas carbone."

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)
